nations et peuples opprimés, unissez-vous! QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 29 dimanche 30 janvier 1977

> No 614 1.50 F

B.P. 61 75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source

Commission paritaire No 57952

l'exemple de Rennes

Menons la bataille pour la souscription

A la SGS, contrairement à l'année dernière la souscription, cette année, a été une réussite. En effet, auparavant, nous nous étions adressés uniquement aux ouvrières que nous connaissions et personne d'autre n'avait souscrit quand nous nous étions présentés à l'entrée de l'usine.

Cette fois-ci nous nous sommes adressés personnellement à toutes les ouvriéres à l'entrée de l'usine, après avoir distribué un tract expliquant ce qu'était l'Humanité rouge et la nécessité du soutien financier (avec au dos des tracts des photos des principaux titres de l'année 76 à travers nos colonnes).

Résultat : une vingtaine de personnes nous ont donné de l'argent en plus des travailleurs connus.

Ce résultat c'est la conséquence d'une lutte contre la tendance à ne pas faire confiance aux masses, à ne pas s'appuyer sur elles, à hésiter à les associer à toutes nos initiatives, à tous nos objectifs.

Ce succès financier est aussi et surtout un succès politique car, comme nous le disions, dans notre tract : «chaque franc versé comptera car il démontrera que ce journal est celui de tous les travailleurs, le journal de la classe ouvrière». C'est un encouragement car il démontre que notre propagande a porté ses fruits et que les idées marxistesléninistes pénètrent de plus en plus dans l'usine.

Correspondant HR

Mairie de Paris

DES RIVALITES REVELATRICES

La journée de jeudi a été l'occasion de nouveaux effrontements entre les durérentes cliques de la «majorité» à propos des prochaines élections municipales à Paris, Plus «l'affaire» de la mairie de Paris va en se développant, et plus les révélations de part et d'autre se multiplient pour abattre

Dominati, secrétaire général des Républicains Indépendants déclarait à la télévision que la candidature de Chirac était une «opération politique» et qu'il s'était présenté pour «satisfaire ses ambitions personnelles», tandis que Chirac plaidait sa cause à France-Inter en se plaignant d'«une espèce d'ostracisme à son égard».

L'étalage sur la place publique des querelles d'intéret entre ces différents politiciens réactionnaires a au moins le mérite de montrer à l'ensemble de la population travailleuse de notre pays une image assez proche de la réalité de cette bourgeoisie de «droite» au pouvoir depuis une quinzaine d'années.

(voir article p.3)

Fonction publique: une volonté de lutte qui s'affirme article p.5

Giscard s'adresse aux femmes Soyez «responsables»... votez!

L'émission «L'événement» était consacrée jeudi aux problèmes des femmes. Giscard était là en personne pour répondre aux questions soulevées au cours d'interviews qui lui étaient retransmises par télévision. Ces interviews ont d'ailleurs fait, précisons-le, la part belle aux femmes des «couches moyennes» et réduit à la portion congrue l'intervention de quatre ouvrières. Giscard a d'ailleurs fort peu répondu aux problèmes qu'elles ont soulevés et qui intéressent pourtant la grande masse des femmes de notre pays. (Suite p. 3)



Juan Carlos fasciste Carrillo complice

Il faut dire que pour rétablir sa dictature contre le peuple, la bourgeoisie espagnole, ébranlée par l'ampleur des luttes révolutionnaires du peuple, dispose maintenant de solides alliés en la personne des sociauxdémocrates du PSOE et des révisionnistes du PCE.

En effet, ceux-ci, s'ils n'ont pas approuvé officiellement les dernières mesures prises par le pouvoir, se sont surtout abstenus de les condamner. Il faut bien qu'ils méritent l'hommage que leur a rendu hier le successeur de Franco en parlant du «patriotisme et de la compréhension de la classe politique dans la tâche commune pour consolider le pluralisme politique au service de l'intérêt national» (comprendre l'intérêt de la bourgeoisie).

Ainsi aujourd'hui plus que jamais le parti de Carrillo montre son visage en appuyant ouvertement, au nom du «passage pacifique à la démocratie» la répression ouverte contre le mouvement populaire et révolutionnaire.

La comédie aura été de courte durée. A peine le masque démocratique étaitil installé sur le hideux visage de la vieille bourgeoisie franquiste qu'il vole en éclat à la première manifestation des luttes populaires. Le gouvernement espagnol a publié mercredi soir une série de mesures dans la plus pure tradition de ses prédécesseurs et d'annoncer encore le renforcement de l'appareil de répression, en forces et en movens. Les mesures, dont l'effet est immédiat, sont les suivantes :

- interdiction de toutes manifestations sur la voie publique

- révision de toutes les licences de port d'armes et retrait des armes à tous les indivídus considérés comme dangereux pour la paix so-

- expulsion immédiate de tous les étrangers liés à des activités ou à des groupes «extrémistes» ou impliqués dans des opérations «subversives».

- autorisation donnée à la police de perquisitionner et de procéder à des arrestations sans mandat judiciaire

- renforcement des effectifs et moyens mis à la disposition des forces de l'ordre. Un budget de quatre milliards de pesetas (300 millions de francs) sera consacré à cette fin.

(Suite p. 2)

«LA GUERRE CONTINUE AU TIMOR ORIENTAL ET LE REGIME DE DJAKARTA NE POURRA RESISTER LONGTEMPS»

déclare José Ramos-Horta*au «Monde»(1)

indochinoises - fait rage à Timor-Oriental, Environ quarante-cinq mille soldats indonésiens essayent d'écraser une résistance populaire.

Après plus d'un an d'une intervention de grande envergure, soutenue par quinze navires de guerre, trente hélicoptères (pour la plupart identifiés de marque française Alouette), quinze avions Hercule, Dakota, 8-25, cinquante chars et voitures blindées, les Indonésiens contrôlent moins de 20 % du territoire. Le peuple du Timor-Oriental, conduit par le FRETILIN, a lancé une guerre de résistance d'ampleur nationale qui déjà a des répercussions sur Timor-Occidental indonésien et sur d'autres parties de l'archipel.

Les forces aériennes indonésiennes ont attaqué des villages dans les montagnes du centre du pays, inaccessi- les troupes indonésiennes se sont 3 décembre 1976.

Une guerre inconnue - de fait la bles à l'infanterie, en déversant sur rendues coupables, ont entrainé une plus importante dans le Sud-Est eux du napalm, des produits détruiasiatique depuis la fin des guerres sant la flore, et en les pulvérisant de produits toxiques.

> duit des armes encore plus puissantes, telles que les orgues de Staline.

> Les rapports favorables à Djakarta confirment les accusations du FRETILIN au sujet des atrocités indonésiennes. Un «rapport hautement confidentiel» (2) qui est parvenu grâce à des fuites à la presse australienne, et qu'on dit avoir été préparé par les représentants ecclésiastiques ayant visité le territoire, établit les points suivants :

> 1) Au moins soixante mille personnes, surtout des femmes et des enfants, ont été massacrés depuis l'invasion de Timor-Oriental par l'Indonésie, le 7 décembre 1975.

2) Les vols, les cambriolages, les incendies de maisons, les viols dont 1976 et The Sydney Morning Herald,

opposition massive aux propositions d'intégration de l'Indonésie.

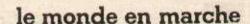
3) Le FRETILIN contrôle 85 % En décembre l'Indonésie a intro- du pays et le combat est très étendu.

4) Les troupes indonésiennes exercent un contrôle sur cent cinquante mille personnes (la population de Timor-Oriental est supérieure à huit cent mille, d'après le recensement de 1976 réalisé par le service de la reconstruction nationale du FRETILIN).

5) Si un référendum réel avait lieu, le peuple choisirait le FRETILIN. (Suite p. 2)

(*) Membre du Comité central et secrétaire du département des relations extérieures du FRETILIN, porte-parole de cette organisation aux Nations unies et ministre des Affaires extérieures de la RDTO. (1) Voir «Le Monde» du 27 janvier 1977, page 2.

(2) The Melbourne Age, 1er novembre



JUAN CARLOS FASCISTE CARRILLO COMPLICE

(suite de la p.une)

Car en fait à qui sont destinées ces mesures ?

Certainement pas à l'extreme-droite, trop solidement implantée dans l'appareil d'État et dont deux dirigeants qui avaient été arretes suite à l'assassinat de Arturio Garcia ont été remis en liberté jeudi matin. Non, ces mesures visent directement le peuple et le mouvement révolutionnaire espagnol, celui qui ne se laisse pas bercer par l'enrobage de l'État fasciste sous un vernis de «démocratie» et qui continue sa lutte contre la bourgeoisie fasciste au pouvoir et les révisionnistes du PCE qui la soutiennent.

De quel côté sont les terroristes, de quel côté sont les assassins ? La police fasciste qui a tué 3 fois en 15 jours des jeunes progressistes qui manifestaient pour l'amnistie totale, n'estce pas elle la véritable force terroriste en Espagne, force au pouvoir de la bourgeoisie pour réprimer le peuple ?

Mais de cela les révisionnistes n'en parlent pas, trop contents d'être enfin reconnus comme des interlocu teurs sérieux et «efficaces» et d'espérer récupérer bientôt un morceau des profits tirés de l'exploitation du peuple. Pour cela, ils sont prets à toutes les forfaitu-

Aujourd'hui ils soutiennent tacitement la mise en place d'un état d'exception. Demain, est-ce qu'au nom de la «démocratie» ils n'iront pas jusqu'à dénoncer et livrer eux-mêmes les militants révolutionnaires?

Pour ce qui est de nous, nous n'en doutons pas

«La guerre continue au Timor Oriental et le régime de Djakarta ne pourra résister longtemps»

Suite de la p. 1.

Aujourd'hui, le régime fasciste de Diakarta, soutenu par les États-Unis, continue sa guerre offensive contre la République démocratique du Timor-Oriental, passant grossièrement outre une résolution de l'assemblée générale du conseil de sécurité des Nations unies. Les forces armées de Timor-Oriental comptent quinze mille soldats (comprenant mille femmes et mille étudiants) bien entrainés et bien équipés avec des armes automatiques du stock portugais (OTAN) fabriquées en Allemagne, des fusils G3 et Mauser, des mortiers de longue et courte portée des bazookas et quelques pièces d'artillerie anti-aérien-

Le terrain est très montagneux et la végétation est dense dans les montagnes du centre et sur la côte sud des routes et des ponts ont été détériorés par deux saisons pluvieuses et par les forces du FRETILIN, ayant comme tactique de détruire toute voie possible de communication sur le terrain pour ralentir l'avance de l'infanterie indonésienne.

Le pays produit sa propre nourriture : riz, blé, pommes de terre, légumes, tapioca, viande (buffles, vaches, chèvres, cochons, daims, etc.) et poisson. La situation est idéale pour une lutte de guerilla. Les Indonésiens ne connaissent pas le terrain, tombent facilement dans les embuscades et doivent faire face à une population hostile.

LIN, le 24 décembre, les forces armées de Timor-Oriental auraient repris le village de Romexio, à 30 km au sud-est de Dili - les forces indonésiennes essayant de prendre le village de Tibar, à seulement 15 km à l'ouest de Dili auraient été refoulées. Depuis décembre 1976, le FRETILIN a repris dix-neuf postes aux Indonésiens et s'est emparé d'un nombre considérable d'armes et de munitions. Lors d'un seul combat à Bailaco, près de Dili, six cent Indonésiens ont été tués. En l'espace d'un an, les forces armées du FRETILIN ont abattu six hélicoptères, un avion, et ont détruit ou capturé plusieurs chars, des engins blindés et des camions.

Des sources diverses et indépendantes à Canberro. Tokyo, Singapour, Washington, ont reconnu que de dix mille à quatorze mille soldats indonésiens environ ont été tués ou blessés à Timor-Oriental, et qu'environ 200 millions de dollars avaient été dépensés en un an. Les hôpitaux à Dili, Kupang, Denpassar et Djakarta sont pleins de victimes de guerre.

Un visiteur pro-indonésien venant de Dili a dit récemment à New-York. qu'un nouveau cimetière avait été ouvert pour les soldats musulmans et qu'il comptait plus de deux cent tombes en octobre 1976, un mois seulement après son inauguration.

Le moral des troupes indonésiennes est très bas. A D'après une émission de cela s'ajoute la rivalité entre la radio Maubere du FRETI- les deux principales divisions opérant à Timor-Oriental - les fusillersmarins (KKO) de l'ile de Java orientale et les commandos (RPKAD) du centre de Java - a entrainé un combat sanglant. Plus de cent marins KKO ont déserté leur unité et rejoint les forces armées du FRETILIN. Il faut rappeler que les troupes KKO ont la réputation d'être pro-Sukarno, alors que les RPKAD font partie de la division qui a joué un rôle de premier plan dans les massacres de 1965-1966, où on évalue à un million le nombre des Indonésiens tués pendant une courte période de six mois.

Le lecteur peut avoir des doutes sur la précision des revendications du FRETILIN Mais il existe une facon pour le monde de connaître la vérité. Le FRETILIN lance un défi au gouvernement indonésien : celui de suspendre le blocus naval et aérien. Les observateurs des Nations unies, la Croix rouge internationale, les journalistes, les représentants d'églises devraient avoir la possibilité d'aller librement sur le territoire. Mais, naturellement, le gouvernement de Djakarta a fermé complètement les portes du pays aux étrangers et aux journalistes indonésiens indépendants.

La vérité finira par s'imposer car la guerre continue à Timor-Oriental et le régime de Djakarta ne pourra résister longtemps à l'opposition qui fait face de manière grandissante à sa nature fasciste, corrompue et incompétente.

Chine

Soutien aux démocrates tchécoslovaques

Sous le titre «la lutte contre la domination soviétique se dessine en Tchécos-Iovaquie» l'Agence Chine Nouvelle a publié mardi un commentaire sur la répression en Tchécoslovaquie. Nous en publions ici les passages les plus significatifs.

«Selon des informations en provenance de Prague, la récente publication de la «Charte 77» par des citoyens tchécoslovaques marque l'essor de la lutte contre l'occupation et le contrôle soviétiques et pour la liberté et les droits démocratiques en Tchécoslovaquie

» La Charte , rapportent des agences de presse occidentales, exprime le mécontentement contre l'occupation et le contrôle de la Tchécoslovaquie par l'URSS et la détermination de lutter pour les droits politiques.

»Plus de 300 personnes dont des personnalités publiques, des écrivains, des scientifiques ainsi que de simples ouvriers, ont signé cette Charte.

»Les "Izvestia" et Tass ont attaqué dans leurs commentaires " cette campagne" en Tchécoslovaquie. la qualifiant d' "opposition ouverte à l'Union soviétique et de tentative d'élimination des acquis socialistes de ce pays", dans l'intention de provoquer le " retour contre-révolutionnaire" de la lutte menée contre l'occupation soviétique par le peuple tchécoslovaque en 1968.

»Sous la pression du Kremlin, les autorités tchécoslovaques ont arrêté et interrogé certains signataires de cette Charte, répression condamnée par l'opinion publique en Tchécoslovaquie et d'autres pays européens qui s'en inquié-

Création à Coutances d'un comité de soutien aux emprisonnés marocains

Nous venons d'apprendre qu'un comité pour la libération de tous les emprisonnés politiques s'était créé à Coutances, dans la Manche. Ce comité, qui regroupe français et immigrés a édité une affiche et fait circuler une pétition destinée à l'ambassadeur du Maroc en France et dont voi-

«Monsieur l'Ambassadeur,

178 prisonniers politiques marocains sont actuellement devant votre tribunal militaire de Casablanca, La plupart des inculpés sont en détention préventive depuis près de deux ans.

Pour la première fois vous avez été contraint de reconnaitre officiellement la mort de l'un d'entre eux, Abdellatif Zeroual, qui a succombé à la torture (centre secret de Moulay Cherif) comme des dizaines d'autres militants.

J'EXIGE

L'arrêt immédiat des tortures

La participation au procès d'observateurs étrangers Le respect des droits démocratiques les plus élémen-

taires dans le déroulement du procès

UBERAIION IMMEDIATE EMPRISONNES POLITIQUES DE



CASABLANCE actuellement juges" en grève de la faim illimitée pour probester contre les

atteintes graves à leur droit de défense. Leur seul "crime" est de défendre leur peuple contre le régime policier d'Hassan II

about december: ARMS of ALMS PY

et de comdamner son intervention contre le peuple du Sahara Occidental en lutte pour son autodétermination.

NON A CETTE PARODIE DE PROCES ARRET IMMEDIAT DES TORTURES AU MAROC prenez contact avec le Comité pour la libération de tous les Emprisonnés Politiques Marocains.

J'EXIGE :

- La libération immédiate des emprisonnés politiques de Casablanca dont le seul «crime» est de défendre le peuple marocain contre votre régime policier et de condamner votre intervention militaire contre le peuple sahraoui en lutte pour son autodétermination.» Un exemple à suivre

L'Union soviétique augmente à nouveau le prix du pétrole vendu aux pays de l'Est

Récemment, l'Union soviétique a élevé une fois de plus le prix du pétrole qu'elle vend aux pays est-européens. rapporte l'agence télégraphique albanaise.

L'article souligne que par l'augmentation continuelle du prix du pétrole, l'Union soviétique accumule d'énormes profits sur le dos des pays est-européens dont les charges devienment plus lourdes. Des statistiques montrent qu'ayant relevé de 130 % les prix du pétrole en 1975, l'Union soviétique a tiré un profit de 2 milliards 311 millions de roubles.

L'année suivante, elle a spolié de 200 millions de

roubles les pays est-européens avec une augmentation de trois roubles par baril. La dernière hausse lui a offert une nouvelle possibilité d'exploiter ces pays et provoquera encore par la suite l'accroissement de leurs déficits commerciaux conclut l'article.

Aujourd'hui, par exemple, le prix du pétrole que la Hongrie doit payer à l'Union soviétique est de 22,5 % supérieur à celui de 1976. Les autres pays du bloc soviétique doivent faire face à la même augmentation pour 1977.

L'agence Reuter indique que l'Union soviétique «est

le principal fournisseur d'énergie et de matières premières de la région (Europe orientale)». Selon des fonctionnaires hongrois, cette augmentation signifie que le commerce avec l'Europe orientale «devient de plus en plus fructueux pour l'Union soviétique». Ces deux dernières années, l'Union soviétique a élevé à deux reprises le prix du pétrole qu'elle vend à l'Europe de l'Est. Il s'agit donc de la 3e augmentation. «Nous ferons faillite» si l'Union soviétique élève encore une fois le prix de son pétrole, déplore «un expert hongrois».

nouvelles intérieures

Municipales

BAS LES MASQUES!

Lénine soulignait que lorsque des bandits se battent c'est toujours de quelque profit pour les honnétes gens. La chose est en train de se vérifier une nouvelle fois avec la bataille qui se livre désormais au grand jour entre les formations de la majorité parlementaire bourgeoise autant qu'entre celle-ci et la prétendue gau-

Bas les masques !

C'est le mot d'ordre, chacun crache son morceau. Poniatovski qui cotoyait voici quelques mois encore Chirac au gouvernement, a lancé «Chirac c'est Rastignac plus Ravaillac» autrement dit une ambition démesurée prête à tous les crimes, et les giscardiens s'en vont partout en répétant que «Chirac est un aventurier fasciste».

De son côté, Chirac rappelle que Poniatovski travailleit avec l'OAS. Cette «guerre» au sein de la maforité commence à démoraliser sérieusement Giscard et Barre, à ce qui se dit dans les milieux intéressés, si bien que tous deux ont envisagé une candidature d'«union» pour Paris, Simone Weil

Mais Chirac à commencé à planter ses crocs dans la mairie de Paris et il ne veut rien lächer. Cependant, chacun a bien compris que les ambitions de Chirac dépassent Paris.

Paris est un gros enjeu politique et financier parce que c'est une grande ville

> 0,3% d'augmentation des prix Le tour est joué

Le ministère des Finances vient de réveler l'indice des prix de décembre. Il est de 0,3% Il ne pouvait être que de 0,3%... En effet, la hausse officielle était jusque là de 9,6% pour les onze premiers mois de 1976 et de même qu'un marchand de chaussures vend celles-ci 99,90F, parce ce que cela parait moins cher que Barre ne voulait pas atteindre 10% pour 76. Avec ce 0,3% pour décembre on atteint 9,9%, et le tour est joué. On peut supposer que Barre n'est pas allé souvent faire ses courses lui-même en 76 car il comprendrait vite que son indice à 9,9% ne trompe ni ne faire rire personne.

et la capitale. Chirac qui n'oublie pas que son point de mire est le parti socialiste a aussi attaqué Gaston Defferre, maire de Marseille, grand bourgeois bien connu des travailleurs marseillais contre lesquels il n'a pas hésité à l'occasion à envoyer l'armée. A propos de Defferre, Chirac a dit que cet homme «a fait main basse sur la ville» : n'est-ce pas agréable d'entendre dire de telles choses d'un chef de l'ex-UDR accusé voici quel-

que temps par Poniatovski d'avoir organisé le règne «des copains et des coouins» ?

Une telle bataille de chiffoniers éclaire inévitablement les masses sur les mobiles qui guident toutes ces canailles de la majorité et de l'«Union de la gauche» : une position privilégiée pour servir les intérêts de grands capitalistes qu'ils sont euxmêmes ou auxquels ils sont

Reprise des brouillages soviétiques à haute fréquence

Interrompues depuis le 5 janvier les émissions soviétiques à haute fréquences qui brouillent les communications internationales ont repris depuis le 17 janvier, indique-t-on dans les milieux spécialisés.

Elles continuent à intéresser systématiquement dans la journée les bandes de fréquences de 3 à 22 mégacycles et d'après les indications recueillies préciset-on de même source, elles continuent à émaner de deux émetteurs situés dans les régions de Kiev et O-

Le flux d'impulsion qui est envoyé par les soviétiques sur une fréquence donnée est maintenu pendant une dizaine de minutes, puis s'arrête pour reprendre, comme par le passé, sur une fréquence voisine.

Ces «bouffées d'ondes», lorsqu'on les entend dans un haut parleur, ressemblent au bruit d'une tondeuse à gazon au moteur à explosion parfaitement

Il n'est pas question, précise-t-on, d'essayer d'entendre quoique ce soit derrière ce bruit qui «couvre tout».

Des rapports citonstanciés ont encore été établis par les services français des télécommunications et transmis aux autorités responsables du buraeu des fréquences internationales pour intervention.

TU L'AS DIT HABY ...

Reprenant la démonstration époustouflante de Giscard d'Estaing sur l'enseignement privé comme garantie d'une liberté, le ministre de l'Éducation bourgeoise René Haby, bien connu pour avoir été conspué par la jeunesse du pays, vient d'ajouter une révélation intéressante au dossier de l'enseignement privé. Il a déclaré en effet le 26 janvier :

«En tant que citoyen, je suis attaché à toutes les libertés et à l'obligation pour l'État d'en assurer l'exercice, mais en tant que ministre, je constate que les familles auront d'autant moins à les utiliser qu'elles seront satisfaites de l'école publique» et il a ajouté : «Il faut que l'école publique évite toute action qui puisse blesser une famille ou un enfant dans ses convictions. Ce n'est pas simple, et il faut reconnaitre que certains extrémistes de gauche ont volontairement foulé aux pieds le principe de la neutralité scolaire».

En somme M.Haby désique la cible : les enseignants d'extrème-gauche. doute M.Haby veut-il que en histoire, on présente de facon feutree resistants et occupants, ou qu'en géographie, on explique tranquillement que la Réunion, la Guadeloupe, la Martinique et autres DOM-TOM c'est la France ; ou qu'en mathématiques, on explique que blocage des salaires et augmantation des prix sont égals à maintien du pouvoir d'achat, et tout à l'avenant...

Allons M. Haby, vous savez parfaitement qu'il n'y a pas de neutralité de l'enseignement, avouez donc plutôt que vous voulez des enseigants à votre botte

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS **ACHETEZ TOUJOURS** L'HUMANITÉ ROUGE DANS LE MEME KIOSQUE

Giscard s'adresse aux femmes

SOYEZ RESPONSABLES VOTEZ

(suite de la p.une)

Il n'a pas pipé mot sur leurs bas salaires de 1700-1800 F par mois ni sur le fait que l'une d'entre elles avait été licenciée après à trois s'être absentée reprises pour garder son enfant malade. A propos de l'inégalité des salaires entre hommes et femmes, il a laissé entendre qu'elle était liée aux métiers moins qualifiés des femmes car «la loi fixe l'égalité des salaires».

Il a donné en exemple, du point de vue de l'application de cette loi, l'Étatpatron, sans préciser bien entendu, que dans la fonction publique, les femmes ont, dans la pratique, moins de possibilités de promotion que les hommes...

En ce qui concerne, la discrimination qui s'exerce à l'embauche, notamment à l'égard des femmes enceintes, il a assuré «toute discrimination est interdite»

A l'en croire il ne s'agirait dans tous ces cas que d'une «mauvaise application » de la loi et non d'une oppression de la femme entretenue par la bourgeoisie.

En fait Giscard a surtout pris prétexte de cette émission pour se livrer à une opération démagogique et électoraliste à l'égard des femmes.

Sans parler des fleurs qu'il s'est jeté sur la question de l'avortement qui serait, d'après lui, un problème appartenant au passé, il a încîté par une habile propagande assortie de mesures financières les femmes à «rester au fover». Sous prétexte de «libre choix» il a déclaré : «il faut démonter le système qui conduit à ce qu'une femme se sente coupable» (de ne pas travailler). Autrement dit, il I une série de procès pour

veut s'opposer au mouvement qui pousse les femmes à participer à la production et à s'engager dans la lutte de la classe ouvrière. Il a annoncé dans ce but qu'une allocation serait versée aux femmes pourvu que leurs ressources n'excèdent pas un plafond qui sera, n'en doutons pas, très bas.

Il veut ainsi entrainer un nombre plus élevé de femmes à ne travailler qu'à temps partiel ou à rester au

Mesure qui tombe à pic en période de chômage croissant.

C'est en fin d'émission que Giscard a abordé le plat de résistance en faisant à l'approche des municipales sa propagande électoraliste. Il a d'abord adressé des louanges aux femmes qui occupent des postes au gouvernement. Elles apportent selon lui un souci du «concret» et «d'humain» dont il s'est félicité.

Sans doute faisait-il notamment allusion à Simone Weil qui «humanise» les hôpitaux à coup se restrictions de crédit tout en menant campagne contre le tabac pour faire croire qu'elle se soucie «concrètement» de la santé des travailleurs.

Après cette entrée en matière, Giscard a déclaré qu'il faudrait davantage de femmes parmi les 400 000 conseillers municipaux qui allaient être élus. Il a démagogiquement laissé entendre que la présence de conseillers-femmes pourrait aider ... à résoudre les problèmes des femmes.

En conclusion, il a incité les femmes à voter et aussi à se présenter sur les listes électorales pour montrer leur esprit de «responsabilité».

Mais la démagogie paternaliste de Giscard fera long feu. Leurs responsabilités, les femmes les prennent d'ores et déjà dans la lutte de classe aux côtés de leurs camarades hommes. C'est dans ce cadre qu'elles luttent intégralement pour leur émancipation !

Journée porte-ouverte dans un foyer Sonacotra

Les résidents du foyer Sonacotra de Pyerrefitte : 11 rue Étienne Dolet

Pierrefitte près de la gare Bus 150 et 168 organisent une journée por-

te ouverte samedi 29 janvier à partir de 14 h

pour populariser leur lutte. Les résidents des foyers Sonacotra sont en grève depuis 2 ans. Pour casser la grève, la Sonacotra a lancé

saisir le salaire des résidents. Les saisies-arrêts vont être effectives pour les foyers de Montreuil, Saint-Denis, Pyerrefitte alors qu'une plainte des résidents contre les prix illicites de la Sonacotra n'a jamais eu de suite.

Les résidents entendent riposter contre cette mesure. Le Comité de soutien de Pyerreffitte appelle la population à manifester sa solidarité aux résidents Sonacotra en participant à cette journée porte-ouverte.





la France des luttes

S.I.R. Trigano-Caravelair (Tournan)

CFDT: Encore une tentative pour liquider des délégués

C'est d'abord lors d'une réunion des délégués de l'entreprise que deux responsables de la CFDT (métaux région Rhône Alpes, UD Drôme-Ardèche) ont commencé leur travail pour démolir deux délégués.

A l'un on reproche son appartenance politi que à «L'Humanité rouge» ; à l'autre qui parle trop en réunion (!), on demande carré ment : «Tu démissionnes de ton mandat de délégué titulaire au CE, sinon on t'exclue de la CFDT».

En fait, c'est parce que tous deux refusent toute politique de collaboration de classe dans le syndicat, toute alliance sans principe avec la CGT de la boite qui a toujours été, dans les faits, contre la volonté majoritaire des ouvriers; par exemple:

- En mars 76, lors de la grève de 9 jours, suivie par 2/3 des travailleurs des ateliers pour les salaires et les conditions de travail, les délégués CGT, eux, bossaient ! Avec le soutien de leur UL, dans un tract (où ils en appelaient par la même occasion aux partis de «gauche»), ils traitaient les ouvriers les plus actifs de gauchistes et accusaient les grévistes d'aventurisme, tout cela parce qu'ils avaient osé créer un comité de grève !

— Au CE, à la grande satisfaction de la direction, les responsables CGT comme ceux de FO, prennent les positions qu'ils veulent sans consulter les travailleurs. Comme ils dis ent : «Ils nous ont fait confiance aux élections, c'est nous qui voyons ce qu'on doit faire l»

Aussi la «popularité» de la CGT peut se voir à la réponse des travailleurs à leurs mots d'ordre de grève : 4 ou 5 sortent, délégués compris l L'unité à tout prix... et l'intérêt des travailleurs

Mais ces faits ne sont rien sans doute aux yeux des responsables CFDT. Pour eux, les élections de 78 approchent : l'unité avec la CGT doit être faite à n'importe quel prix, même si elle ne représente en rien l'intérêt des travailleurs.

Pour eux, mieux vaut un tract signé CGT-CFDT appelant à une journée d'action servant les objectifs politiques des partis signataires du Programme commun, plutôt qu'un syndicat appliquant une ligne de lutte de classe, dénonçant s'il le faut ceux qui se parent du masque de défenseurs des ouvriers pour mieux les tromper (comme font les délégués CGT de l'usine).

Quand la CFDT écrit au patron

Répondant enfin aux pressions de la CGT d'éliminer ces deux délégués (là où la direction a échoué jusqu'à présent) les tenants de la ligne «Programme commun» ont choisi parmi plusieurs possibilités la tactique suivante : d'abord éliminer le délégué qui «parle tron»

A cet effet, une réunion des adhérents est convoquée pendant laquelle on lui laisse peu la parole et l'on refuse de lui expliquer les raisons de la démande de démission de son mandat de délégué faite par les bonzes de l'UD et des métaux.

Les seules raisons invoquées (en voici quelquesunes): «Pour expliquer tout cela, il faudrait au moins deux jours», «on te l'a déjà dit», «tu dois savoir», etc.

Les adhérents, peu nombreux, venus à la réunion ne devaient bien sûr rien savoir non plus !

Un simulacre de vote est organisé pour laisser croire à des résultats défavorables à son actif. Nos fameux organisateurs demandent aux adhérents présents de choisir entre deux questions :

 pour ou contre l'exclusion de Jean-Pierre Dalicieux, militant CFDT depuis plus de 8 ans

 pour ou contre le vœu qu'il démissionne de son mandat au CE!

N'arrivant pas à connaitre réellement ce qu'on lui reproche et s'apercevant de la malhonnêteté de l'opération J. P. Dalicieux refuse un tel chantage.

Alors ne voulant pas qu'il soit dit qu'une organisation syndicale dite «démocratique» et «ouvrière» exclue ses propres militants, les dirigeants bourgeois infiltrés dans le syndicat trouvent un meilleur moyen : écrire (presque secrètement) à la direction de la SIR Trigano pour l'avertir que, conformément à la réunion de la section syndicate CFDT et du conseil syndical des métaux de Valence et région, «le titulaire CFDT au comité d'entreprise Jean-Pierre Dalicieux n'engage plus la CFDT dans les positions et les décisions qu'il prendra à dater de ce jour au cours des réunions du CE».

Voilà de quoi réjouir la direction et une manière habile de lui faire comprendre que ce camarade est exclu du syndicat tout en le cachant aux travailleurs.

Si le patron licencie J. P. Dalicieux qui pourra le dé-

Certainement pas ce membre de la section, futur délégué habile manipulateur et colporteur de faux bruits qui va jusqu'à dire que «J. P. Dalicieux ne risque rien puisqu'il sert les intérêts de la direction de la SIR».

Les responsables CFDT de l'UD et des métaux veulent faire de la section CFDT de la SIR Caravelair, une section dans la ligne d'union sans principe à la remorque de la CGT, ligne de soutien aux partis bourgeois de l'Union de la «gauche».

Voilà comment ils pensent se débarrasser un à un des délégués combatifs et des militants révolutionnaires.

Correspondant HR et le le soutien délégué en question J.P.D. blissements.

CES d'Aubagne (Var)

Licenciements et répression pour les maîtres auxiliaires

Au CES Joliot-Curie (Aubagne), le jeudi 13 janvier, un inspecteur arrive à 16 heures dans la classe d'une maitresse-auxiliaire ayant deux ans et demi d'ancienneté.

Il lui demande d'improviser un cours, alors que les élèves font un devoir surveillé!... La maitresse-auxiliaire est déclarée «peu douée de sens pédagogique»! (comme tous les MA, elle n'a d'ailleurs jamais reçu de formation professionnelle). Elle est immédiatement déplacée pour un remplacement de 15 jours seulement.

Façon détournée de la licencier !

L'intersyndicale, réunie de suite, dénonce la méthode policière : il s'agit d'une parodie d'inspection, en fait d'une sanction. Si, après son remplacement de 15 jours, un poste ne lui est pas assuré, un mouvement de grève sera déclenché avec le soutien de plusieurs établissements Les exécutants de ces parodies d'inspection ne sont que des pantins : en fait, l'administration locale des CES connaissant les opinions politiques des MA informe dans le sens que l'on devine le rectorat ; après quoi, une descente de «police», et le tour est joué!

Pendant ce temps, les enfants sont dans des classes surchargées, les MA sont toujours sans formation...

Il est plus facile (et mieux considéré en haut lieu) d'être flic que conseiller pédagogique !

Un enseignant d'Aubagne.



Planchers Bourge (Forges-les-Bains)

Les ouvriers luttent pour la réintégration de tous

L'usine des Planchers BOURGE fabrique des coffrages métalliques pour le bâtiment. Les conditions de travail sont pénibles, les salaires très bas (voir l'article dans le No 608, 19 janvier).

Le patron lock-oute depuis le 21 décembre les 46 ouvriers dont 44 immigrés (portugais, turcs, etc..) qui ont débrayé pendant 2 heures pour exiger de meilleures conditions de travail et de sécurité et la revalorisation des salaires. De plus, il refuse de verser les salaires des 3 semaines de travail effectuées en décembre.

La dernière initiative crapuleuse du patron a été de faire signer aux travailleurs non lockoutés un papier de quelques lignes «pour son dossier»; apres quoi il a rajouté sur ce papier des calomnies contre les lockoutés (qui auraient menacé et même frappé ceux qui travaillent, et autres mensonges).

Le patron, BOURGE, a réussi a faire accepter aux ouvriers, par l'intermediaire de l'avocat de la CGT, un médiateur, dans le seul but de faire trainer les choses et de faire des licenciements. Le rôle de l'avocat de la CGT a été de placer le conflit sur le plan juridique et pas sur le plan de la lutte de classe. Même si l'inspecteur du travail et les tribunaux donnent raison aux ouvriers, ce qui serait exceptionel, les lois étant faites par les patrons, la justice bourgeoise n'obligera pas le patron à appliquer le jugement.

L'avocat a voulu démontrer qu'il n'y avait plus rien à faire et a repris les arguments du patron pour démolariser les travailleurs:

— impossible de réintégrer tous les travailleurs

- licenciement économique pour les autres

 risque de fermer l'entreprise s'ils continuent la lutte en refusant tout licenciement.

Pour licencier les ouvriers combatifs, BOURGE prétend maintenant avoir des difficultés économiques, alors qu'avant la grève, il voulait les obliger à faire davantage d'heures supplémentaires et qu'ilfaisait sous-traiter une partie de la production.

Les ouvriers luttent pour la réintégration de tous et refusent de négocier des licenciements. Ils savent que si quelques-uns reprenaient le travail (ce que Bourge espère en proposant la réintégration d'une petite minorité), il n'y aurait plus d'unité, donc plus de lutte possible. Le patron ferait à nouveau régner sa loi dans l'entreprise pendant longtemps.

Non! Il ne faut pas un seul licenciement!

Tous les travailleurs doivent rentrer dans l'entreprise. Un comité de soutien large s'est créé, se plaçant sous la direction des travailleurs. Il fait des collectes, a collé des affiches dans toute la région.

Le PCF de Limours arrive maintenant et crée un «comité de solidarité» à Limours (à quelques km), ce qui est un vrai sabotage du comité de soutien.

Pour continuer la lutte, les ouvriers des Planchers Bourge ont besoin d'un important soutien financier.

Asti Orsay CCP 30 008 82 U La Source

Mention : soutien aux ouvriers des Planchers Bourge.

Correspondant HR



Commandez et diffusez notre brochure. Son prix est de 2 F (pas obligatoirement payables à la commande) port compris. La vente peut être effectuée en souscription dans le cadre de la campagne de soutien à notre quotidien.



la France des luttes

CES de Dol

BILAN D'UNE GREVE D'UNE SEMAINE

Le jour de la rentrée de janvier, 24 enseignants sur 46, représentants la majorité des sections SNES, SNI, SGEN-CFDT, plus 2 non-syndiqués s'étaient mis en grève reconductible. (1/3 des profs en grève chaque jour) sur deux objectifs précis

création d'une nouvelle classe de 6e, et des postes nécessaires. (3) création d'un atelier-bois avec un équipement réglementaire pour la SES (Section d'éducation spécialisée)

La SES a été créée sans locaux suffisants ni ateliers réglementaires ! ce qui a entrainé des conditions de travail perturbées.

4 classes de 6e fonctionnent de façon inacceptable : malgré les belles promesses de Haby, elles ont 32,33 élèves! Comment travailler dans de pareilles conditions?

Des conditions de travail déplorables

Les élèves qui ont des problèmes se trouvent très vite noyés : et ce sont, sans aucun doute, ceux qui viennent des familles défavorisées

Pourquoi cette gréve ? Nous n'avons pas pu, pour de nombreuses raisons (rotation à 50 % du personnel enseignant, dissenssions avec la fédération Cornec de Dol, difficultés d'orhésitations...) ganisation. nous mettre en grève des

Cependant, des septembre, nous dénoncions dans un tract les conditions de travail au CES. Puis très vite les problèmes se font si aigus que nous envisageons une action pour janvier.

Nous posons - sans nous faire d'illusions - les deux problèmes précis de l'atelier SES et de la 6e au Conseil d'Administration de novembre.

Nous annonçons qu'en cas de non-satisfaction pour la rentrée de janvier nous nous mettrons en grève. Le 17 décembre nous envoyons une lettre d'information à tous les parents

et une lettre avec nos exigences précises au Recteur d'Académie.

A la rentrée : aucune réponse. Nous entamons une greve, nou- ".1 informons les parents dès le 3 janvier et nous les invitons à une assemblée générale.

La Fédération Cornec joue d'un bout à l'autre un role de sabotage

Le bureau local de la Fédération Cornec qui a voté au Conseil d'administration de juin dernier pour «que la rentrée ne se fasse pas» sans les améliorations demandées depuis des années, fait la sourde oreille à nos

En raison d'affrontements fréquents les années précédentes, il refuse tout contact avec les délégués syndicaux des professeurs.

Des problèmes sérieux existent depuis longtemps au CES de Dol, mais le seul souci du Bureau Cornec est d'éviter de heurter le pouvoir ! Il ne connait que les délégations et spécialement en période électorale ! Il refuse de se prononcer au Conseil d'Administration sur la création d'une 6e. Puis c'est le silence total,

Ce n'est qu'après le début de la grève qu'on les voit apparaître et qu'ils commencent leur sale besogne de sabotage.

D'abord, ils se déclarent représentants «des» parents et parlent «en leur nom» notre gréve, entamée sans eux !

Ils espérent bien nous

empêcher de tenir l'Assemblée générale avec les parents. Ils ne représentent en fait qu'eux-mêmes : un petit nombre de privilégiés de la bourgeoisie doloise de droite et de gauche, plus une minorité de parents abusés

qu'ils manipulent sans au-

cun scrupule pour défendre

leurs intérêts de classe ! Quant à l'ensemble des parents, ruraux en grande partie, ils les ignorent tout simplement parce qu'ils les méprisent : ce sont pourtant ceux dont les enfants sont jour après jour sacrifiés par l'école capitaliste ! Mais ces bourgeois n'en

n'ont que faire !

A l'AG, il y a une quarantaine de parents des Fédérations Cornec et Lagarde (sur les mêmes positions !) les autres, que nous espérons toucher, ne sont pas venus. Parmi ceux qui sont là, il y a la petite clique des manipulateurs et quelques ténors bien remontés qui ne reculent devant rien : mépris , accusations, vociférations, refus d'écouter nos propositions concrètes, vote sans explication préalable.

A un moment, ils sortent une lettre qui désavoue la grève et nous accuse de vouloir désorganiser le CES! qu'ils tentent de présenter comme signée par les 22 profs non-grévistes (le lendemain 9 non-grévistes nient formellement cette signatu-

Pour finir sur un coup d'éclat, ils quittent la salle pour désavouer violemment en pleine réunion. Mais quelques parents sont visiblement choques par leur attitude. Les profs grévistes

non encore prévenus, découvrent avec stupéfaction ces procédés fascisants.

En fin de semaine, ayant appris que nous voulions prendre contact avec les parents, les bureaux des Fédérations Cornec et Lagarde leur envoient une lettre visant à créer la panique et à les monter contre les grévistes contre lesquels «ils les mettent en garde» : C'est une véritable remise en cause de notre droit de greve !

Le pouvoir laisse pourrir la situation

Notre lettre au Recteur reste sans réponse. Il refuse de recevoir une délégation de l'intersyndicale des profs grévistes, sous le prétexte «qu'il n'a pas le temps» ! Il nous renvoie à l'inspection académique et nous conseille de reprendre gentiment notre travail

Quant au maire de Dol qui nous avons présenté le problème de la SES il reste introuvable!

Du côté de l'Administration du CES, «on ne sait rien», mais les coups de téléphone avec le Rectorat et les entrevues avec les bureaux Cornec et Lagarde se multiplient.

Cette indifférence est soigneusement entretenue pendant toute la semaine pour faire pourrir notre action et rendre la création d'une 6e de moins en moins plausible à mesure que le temps passe.

Le SNI et le SNES. complices du pouvoir. trahissent toutes les luttes à la base

Le SGEN nous soutient tract sur toute l'Académie.

Dés le début de la grève, nous demandons leur soutien à nos directions syndicales SNI et SNES. On nous l'accorde mollement par téléphone : ces messieurs n'aiment pas que la base décide sans leur consentement et surtout sur une ligne qui n'est pas la leur, c'est-à-dire : revendications sur un point précis, grève jusqu'à satisfaction, négociation en position de

Après trois jours de grêve, nous leur demandons comment ils envisagent de nous soutenir concrètement : la réponse du Secrétaire départemental SNI est particulièrement claire : «Cassez-vous la gueule !».

Fonction publique

Une volonté de lutte qui s'affirme

Nous avons donné notre point de vue, la conception des communistes, sur les grèves de 24 heures, conception et point de vue exprimés il y a plus de 20 ans par Gaston Montmousseau et mis en œuvre sous sa direction par la CGTU (voir HR No 610 du 25/1/77).

Sous la baguette d'un Séguy, selon la conception et le point de vue révisionniste, les «journées d'action» qui se succèdent ces jours-ci à cadence accélérée n'ont évidemment plus aucun des caractères d'éducation de classe, de préparation à des combats plus décisifs qu'elles avaient alors.

Elles ne sont que l'envers des luttes brisées comme à la Caisse d'épargne de Paris, aux Chantiers de St-Nazaire, au Bronze industriel à Bobigny, et tant d'autres. Elles ne sont que le détournement du fer de la lutte de la classe ouvrière pour abattre un clan bourgeois au profit d'un autre et pour lui faire applaudir le capitalisme aux

couleurs de l'Union de la

les travailleurs, animés comme ils le sont, d'une grande volonté de combattre, ont participé nombreux aux 2 premières journées.

Plusieurs dizaines de milliers de travailleurs de la Fonction publique ont manifesté hier à Paris de la Bastille à la Nation contre les conséquences de la crise. Des manifestations ont également eu lieu dans des villes de province. La grève a été semble-t-il assez largement suivie.

Les échos qui nous parviennent, de réticences sinon de désaveu à des journées d'action ainsi conçues, témoignent que de plus en plus de travailleurs prennent conscience de la nécessité de briser le carcan imposé nar les directions confédérales des syndicats et déjouer les manœuvres des politiciens bourgeois de la «gau-

Ces faits montrent une volonté de lutte qui s'affirme

Celle du SNES est plus alambiquée, mais sur le fond, elle est la même : «Le SNES est un syndicat sérieux, il ne peut soutenir n'importe qui, sur n'importe quoi, n'importe quand !» Autrement dit, il y a eu au CES de Dol 24 professeurs irresponsables et extravagants.

Une telle mobilisation, sur des problèmes concrets. ne semble pas à ces spécialistes de la concertation, une raison suffisante pour appuyer une action à la base (mot dont ils se gargarisaient pourtout depuis quelque temps !).

Le SNES refuse de populariser notre tract, où nous dénonçons la Fédésous prétexte que cela compromettrait toutes ses actions communes avec la Fédération Comec en général! Entre bourgeois de gauche, on est solidaire ! Il fera un papier, mais de son cru ! et, apprenonsnous fortuitement... plus tard !

Face à toutes ces manœuvres de sabotage, une partie des grévistes, qui attendaient encore quelque chose de leur syndicat, se sentent démunis, ne voient pas d'issue à une gréve aussi isolée. C'est le découragement. A la fin de la semaine, nous votons sur la poursuite de la grève : 12 sur 24 sont pour. Nous décidons donc de l'arrêter pour ne pas sortir divisés de cet-

te semaine de mobilisation. sans précédent au CES de Dol, et pour pouvoir tirer tous ensemble les leçons de cet échec pour la suite.

Dés maintenant, il nous semble urgent de réunir nos forces pour tenter de mobiliser une large masse de parents par-dessus le bureau de la Fédération Cornec, leur expliquer le sens de notre grève et les problèmes précis que rencontrent leurs enfants à l'école. Nous voulons rechercher avec eux les meilleurs moyens d'agir fortement contre tous les scandales les plus immédiats de l'école capitaliste, en particulier contre le projet Haby, qui va être mis en place des septembre 77 avec la complicité des syndicats SNES

Mais pour les 24 grévistes, un élément essentiel apparait au terme de cette semaine de grêve : la mise en évidence, à travers des faits concrets, de la trahison par la Fédération Cornec et par les syndicats SNES et SNI, des justes luttes menées contre l'école capitaliste.

Cette prise de conscience ne peut manquer, en leur ôtant les illusions qu'ils peuvent encore avoir sur ces organisations; toutes les 2 à la solde de l'Union de la gauche, de renforcer la détermination des enseignants combatifs.

Un groupe de profs grévistes

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PEKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30		7026 kc 7075 kc 6536 kc



informations générales

Montpellier

Les écoles envahies par les poux A QUI LA FAUTE ?

on assiste dans la plupart des écoles des quartiers populaires de Montpellier, à une invasion de poux dont l'ampleur suscite chez les enseignants, les parents et également les enfants une grande inquiétude quant aux solutions à apporter à cette épidémie.

L'administration, maintes fois avertie de cela, a ressorti une vieille circulaire, dont voici les grandes lignes :

Tout enfant dont la tête sera «douteuse», ou ayant des poux, sera renvoyé immédiatement chez lui.

- Les parents devront garder l'enfant à la maison,

jusqu'à disparition des poux. Voilà donc la solution miracle que veut nous faire appliquer l'administration !

Primo, les instituteurs

agents de service d'hygiène, et gare à celui qui ne fera pas bien son inspection car il risque de laisser contaminer toute sa classe et luimême par-dessus le marché.

- Secondo : mesure radicale, tout enfant ayant des poux sera illico renvoyé de l'école; aux parents de se dépatouiller!

La conséquence de tout cela, c'est que, par ce tour de passe-passe, l'administration réussit à monter les enseignants contre les parents et réciproquement. Les uns disant c'est «chez eux que les enfants attrapent des poux», les autres répliquant «c'est à l'école que mon enfant les a attrapés». Tout cela fortement marqué par le racisme et le mépris de la classe ouvrière. Car bien entendu, qui est le plus touché par cette épidémie, sinon les enfants de travailleurs immigrés, de travailleurs ou de chômeurs. Et pendant que les instituteurs et les parents se tirent dans les pattes, qui en profite ? Poser la question, c'est y répondre : d'une part, l'administration et d'autre part

Les vrais responsables

D'où sortent-ils ces poux, Jinon des «taudis» dans lesquels les bourgeois de la municipalité ou de l'Office départemental des HLM tenu par le PS parquent les travailleurs de notre ville ; qu'ils viennent un peu ces messieurs rondouillards récurer nos cages d'escalier, nos vide-ordures, nos appartements où pullulent cafards, punaises et autres bestioles. attirés par la crasse et la

pourriture ! On voudrait nous faire croire que c'est nous qui en sommes responsables parce que nous nous complaisons dans la saleté, que nous sommes sales par nature. Mais sachez, messieurs les bourgeois, que tôt ou tard, les «sales pouilleux» que nous sommes, français et immigrés, sauront vous faire payer l'addition !

Alors, instituteurs, parents d'élèves, arrêtons de nous taper sur les doigts, mais unissons plutôt nos coups contre ceux qui nous divisent et nous oppriment, contre tous ces bourgeois véreux qu'ils s'appellent Delmas (maire de Montpellier) ou Yerves (député PS président de l'Office départemental des HLM).

Exigeons de meilleures conditions de vie et de logement, la mise en place d'un service sanitaire permanent dans les écoles et les quar-

Un instituteur du quartier de la Paillade.

du socialisme

Pitié-Salpétrière

Soutenons la lutte des travailleurs hospitaliers

La conférence de presse de la section CFDT de la Pitié-Salpétrière dont nous avons rendu compte dans nos colonnes visait à sensibiliser l'opinion publique, à susciter une solidarité de classe à l'égard de la lutte que menent les travailleurs hospitaliers. Cette lutte pour de meilleures conditions de travail, pour l'augmentation des effectifs, pour l'amélioration de l'hygiéne et de la sécurité des malades répond en effet aux intérêts de l'ensemble des travailleurs.

Simone Weil mene une campagne démagogique et trompeuse sur «l'humanisation» des hôpitaux et sur le thème «Ce que je veux faire pour votre santé en 77». Le gouvernement l'a chargée de faire croire que tout va pour le mieux dans les hôpitaux, qu'il ne reste plus que quelques petits ilots d'imperfection. De sorte que le gros de «l'effort social» étant accompli, il serait temps d'envisager une réduction des dépenses de santé epléthoriques». La conférence de presse prise à l'initiative de la section CFDT n'est certes pas suffisante pour déterminer un rapport de force, mais elle à contribué à le préparer en apportant dans une large contre-information un démenti cinglant aux déclarations gouvernementales c'est la pénurie, le manque d'effectifs et de moyens qui regne à l'hôpital.

La direction de l'Assistance publique et les différents organismes de la bourgeoisie ne s'y sont pas trompés. La direction de l'hôpital a tenté de faire obstacle à la conférence de presse en l'interdisant dans les locaux syndicaux de l'hôpital. Cette manœuvre a échoué puis-

Parce que je considère que seule la dictature du

Parce que je désire participer à l'édification d'un

Je demande à adhérer à l'organisation des communis-

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre

Nom.........Prénom...... Adresse

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par

laquelle on pourra entrer en contact avec toi.

prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'op-

pression du capitalisme et permettra la construction

authentique parti marxiste-léniniste unique

contact avec moi à l'adresse suivante* :

tes marxistes-léninistes de France.

qu'elle a au contraire amené la CGT à protester de concert avec la CFDT contre cette atteinte aux libertés syndicales. Le commissariat du 13e a délégué bien entendu le flic de service à la réunion. Certains journalistes se sont vus censurer ou demander de «rappeler le directeur de l'hôpital» par la direction. La direction de l'hôpital a fait des menaces de sanction qu'elle a été obligée de retirer. Dans un tract diffusé par

la suite à l'entrée de l'hôpital à tous les travailleurs et aux familles, la section CFDT lance un appel à l'ensemble du personnel et des travailleurs prêts à le

- Pour des conditions d'hygiéne, de sécurité respectées

-Pour les libertés syndicales et politiques dans l'entre-

-Contre les menaces de sanction !

Un africain vole 2500 francs SEIZE ANS DE PRISON

Le 25 septembre 1975, Anssouman Konate, âgé de 30 ans, habitant à Romorantin dans le Loir et Cher, agent de fabrication, a volé «sous la menace» une somme de 2 500 F dans un bureau de poste. Il a pris la fuite à bord d'une voiture mais a été rapidement identifié et arrêté.

Alors que l'avocat général avait demandé une peine de 10 ans de prison, les jurés l'ont portée à 16 ans. Il ne s'agit pas ici de tenter d'excuser un tel vol. Mais on remarque encore une fois les lourdes peines auxquelles sont condamnés les ouvriers surtout lorsqu'il s'agit d'ouvriers étrangers, la justice de classe donnant l'exemple du racisme et contribuant à le propager. Il suffit d'assister à quelques jugements en «flagrants délits» pour constater que la peine se fonde en partie sur le «faciès» du prévenu, les Nord-Africains étant

On peut parier que ces jurés comme l'avocat général auraient trouvé des circonstances atténuantes s'il s'était agi d'un PDG convaincu de détournements de fonds, ... à supposer bien entendu qu'il passe au tribunal !

Enseignement

Diminution des postes de titulaires

Le nombre de postes de titulaires mis au concours a encore baissé cette année, non seulement dans les disciplines littéraires mais aussi en mathématiques : 1 000 postes sont supprimés au concours du CAPES (4 000 au lieu de 5 000). Quand on sait que l'enseignement constitue un débouché important dans un certain nombre de branches et qu'on connait le nombre de jeunes qui ont entrepris de longues études dans cet espoir, on voit quelles illusions a semé

Le SGEN-CFDT du 93 donne par ailleurs un exemple de la façon dont la bourgeoisie traite les enseignants. Un Inspecteur d'Académie a utilisé pour des remplacements de stage des instituteurs suppléants qui étaient sans indemnité pendant deux mois au début de l'année. Cela lui a permis en les changeant de classe après les congés de Noël d'amputer 15 jours sur leur traitement pour le mois de décem-

Face au plan Barre et au Programme commun

Que proposent les communistes marxistes-léninistes de France

REUNION PUBLIQUE SAMEDI 29 JANVIER – 18 HEURES MAISON DU PEUPLE GARDANNE - BOUCHES-DU-RHONE

LE COMITÉ D'ACTIONPOUR LES PRISONNIERS PROTESTE CONTRE LE MAINTIEN EN DÉ-TENTION D'UN HOMME QUI AVAIT PERDU SES PAPIERS

Le comité d'action pour les prisonniers (CAP) proteste mercredi contre le «maintien arbitraire» en détention d'un homme, détention «s'appuyant uniquement sur une carte d'identité perdue sur la voie publique».

Dans un comuniqué publié à Paris, le CAP indique que Daniel Morin est incarcéré depuis le 9 octobre 1976 à Fleury-Mérogis alors que les faits prouvent l'impossibilité de sa participation aux faits qu'on lui reproche.

Le samedi 2 octobre, affirme le CAP, Daniel Morin quitte son travail à 19 h 40 et rentre chez lui où l'attendent quelques amis.

Le jeudi suivant, il est arrêté pour vol et incarcéré. L'inculpation repose sur le témoignage de la victime d'un vol, qui était le gardien de cet immeuble et qui avait trouvé dans les parages du lieu où s'est produit le vol, la carte d'identité de Daniel Morin. Or, souligne le CAP, il a été établi que le vol avait eu lieu le samedi entre 19 et 19 h30.

Malgré les témoignages des voisins, de ses collégues de travail et de son employeur, Daniel Morin a été maintenu en détention par le juge Gianfarani, de Nanterre.





culturel

En plein Paris

Une usine à culture bourgeoise, Beaubourg

«Quand est-ce qu'ils vont enlever les échaffaudages ?» demandent les habitants du quartier, inquiets devant cet enchevêtrement de tuyaux.

On appelle ça de «l'architecture tubulaire.» Oui monsieur! C'est le trente et un janvier que Giscard inaugure ce Sarcelles de la culture bourgeoise.

> Une opération de prestige sur le dos des travailleurs

De ce supermarché culturel, que les gens appellent la «raffinerie-Pompidou», la bourgeoisie a fait une affaire de prestige. Avec sa tuyauterie multicolore le Centre-Beaubourg se veut la vitrine de la culture française.

Huit étages, 100 000m2 de surface, à chaque niveau des plateaux de 75 000 m2 chacun, une bibliothèque de 4 000 places avec un million d'ouvrages, le musée d'art moder-

Le Centre de création industrielle, l'IRCAM (Institut de recherche d'acoustique et de musique),un cinéma, un théatre, des salles d'exposition, de conférences, d'audiovisuel, des ateliers pour les enfants. On attend 10 000 visiteurs par jour. Il faudra 800 personnes en permanence pour le faire fonctionner. Tout ça pour un milliard de francs que paieront les travailleurs.

Pour redorer le blason de la culture bourgeoise

La bourgeoisie veut faire de Beaubourg le temple de la liberté de création. La «liberté de création», prônée

par la bourgeoisie, pourvu qu'on ne l'attaque pas, pourvu qu'on ne se mette pas au service de la classe

C'est ce que les étudiants des Beaux-Arts ont compris en mai 68 lorsque les CRS ont occupé leurs locaux. Si au lieu de réaliser des affiches au service des travailleurs sur l'unité ouvrierspaysans, ils s'étaient plongés dans la réalisation abstraite, ils auraient eu, à n'en pas douter, les félicitations du PCF et de la bourgeoisie. Là aussi beaucoup d'ai tes et d'intellectuels trompés par la bourgeoisie et les révisionnistes ont réalisé ce qui se cachait derrière la culture bourgeoise : l'exploitation capitaliste, la répression.

Un centre de création industrielle au service des patrons

Beaubourg sera un Nouveau Bauhaus disent ses promoteurs. Un des apports du Bahaus, c'est d'intégrer l'art aux formes industrielles.

Le Bauhaus a, en quelque sorte, décloisonné les arts (architecture, peinture, sculpture ne font plus qu'un). Rentabiliser encore plus de profit, c'est ce que voudraient les promoteurs de Beaubourg. C'est le CCI, Centre de création industrielle qui remplira ces fonctions. Les artistes pourront créer à Beaubourg de nouvelles formes de réfrigérateurs, dessiner des coffres forts modernistes!

Les patrons à Beaubourg

Faut-il s'étonner de voir Beaubourg la citadelle de l'art bourgeois administré par les patrons ? On trouve au conseil d'administration : Jean Riboud, PDG de Schlumberger limited, Alex Grall, PDG d'Arthème, Fayard, éditeur de «Démocratie Française»,

Les flics à Beaubourg

Avec des PDG au Conseil d'administration, il ne fallait pas moins d'un ancien commissaire de police (un nommé Levasseur) ex-gorille de de Gaulle pour diriger les services de sécurité.

Plus de gardien en uniforme, mais comme dans les cafétéria des hôtesses et un bataillon (ou plutôt un commando) de soixante - dix agents musclés munis de talkies-walkies. Les chefs de service non plus ne seront pas en reste. De curieux circulent questionnaires dans les bureaux. Ils se présentent comme des feuilles de notation de 0 à 5. Le but : mesurer sur chaque membre du personnel l'adhésion à la morale de l'entreprise à partir d'appréciations du type : «A besoin d'être mis sur la voie» ou bien «Apporte une contribution sans réserve». Tout ceci est ensuite mémorisé sur ordinateur. Voilà ce que recouvre, pour la bourgeoisie, la notion de création. C'est ici, la liberté de créer ce qui plaît aux pa-

La mise au pas

Déjà des limogeages ont eu lieu : l'article 22 des statuts autorise le président du Centre à muter d'office toute personne dans l'intérêt du service et en cas de refus, à le licencier. Le délégué CFDT Bernard Tomasi (chargé des problèmes judiciaires de Beaubourg) a déjà été rétrogradé et muté.

Le directeur du CCI (Centre de création industrielle) a été licencié. Le CCI était le département le plus syndique de Beaubourg.

Ces membres du CCI remettaient en cause le rôle qu'on veut leur assigner et contestaient l'architecture bourgeoise. Déjà leur première exposition portait sur l'usine et montrait les relations de l'homme avec l'espace industriel et la machine: oela leur a valu cette réflexion de Claudius Petit, patron de la Sonacotra: «C'est négatif tout ce que vous montrez.»

Centraliser pour mieux contrôler

Expositions à l'étranger, représentations en province, Beaubourg centralisera le travail culturel de la bourgeoisie. Après l'asphyxie financière des MJC (Maison des Jeunes et de la Culture) de Malraux qu'elle contrôlait mal, la bourgeoisie tente une nouvelle expérience.

C'es Druon le ministre de la Culture de Pompidou qui déclarait en 73 :«A ceux qui se présentent à la porte de mon ministère, avec la sébille d'une main et le cocktail molotov dans l'autre, je dis : messieurs il faut choisir.»

Au moment où de plus en plus d'artistes et d'intellectuels refusent de collaborer avec la bourgeoisie, cette dernière tente de les enfermer dans une cage de verre.

> Une affaire de gros sous

Un des buts de Beaubourg c'est de repartir à la conquête des marchés de l'art. Pour la bourgeoisie, Paris doit devenir une place où l'on vend et achète des oeuvres d'art. Ce n'est pas pour la gloriole mais pour se remplir les poches que les patrons «veulent redonner à la France son rayonnement culturel.»

> Aussi unique que le siège du PCF

Voilà ce que dit le PCF qui applaudit des deux

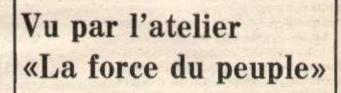


mains à ce projet d'encadrement de la culture. Le PCF ne reproche pas le scandale des 1 milliard pour la culture d'élite, il ne reproche pas à Giscard l'emplacement de ce chauffage central geant; il lui reproche simplement de ne pas accorder assez de crédit à Beaubourg et à la culture bourgeoise. Ils parlent de centre ouvert à tous les publics, alors que Beaubourg se trouve dans un quartier devenu (depuis la disparition des halles) le plus chic et le plus snob de Paris.

On peut lire dans France Nouvelle :«Si l'on pense que cette nouvelle conception du rôle de l'État dans la culture a été comparée à celle du Prince de la Renaissance c'est qu'en même temps, elle anticipe sur ce que sera son rôle dans la transition au socialisme.»

«Beaubourg est l'avenir sous la forme intolérable du présent». Malgré les sornettes révisionnistes, malgré tous les Beaubourg, l'art nouveau naîtra des luttes de la classe ouvrière par une éducation réciproque des travailleurs et des artistes.

Un exemple en est fourni par la lutte de la Sonacotra.



BREJNEV AU 25° CONGRÉS

OU POUS :

L N'Y A PAS UN SEUL (OIN

AU MONDE, UNE SITUATION, QUE (
NOUS N'AYONS PRIS EN CONSIDÉ-)
RATION DANS LA FORMULATION
DE NOTRE POLITIQUE ETRANGÈRE »



QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE.

BAUHAUS ET ART ABSTRAIT

Après la PremièreGuerre mondiale, le centre «Bauhaus», en Allemagne, rassemblait un groupe d'artistes dits d'avant-garde.

Les artistes élaboraient dans ce centre
de nouvelles formes d'art.
C'était ce qu'on appelle
l'art abstrait ou non figuratif, en clair : qui ne
représente rien. Peintures
et sculptures n'étaient
plus considérées en fonction de la ressemblance
avec la réalité, mais uniquement en fonction de

l'harmonie des couleurs ou des formes entre elles, selon qu'il s'agit d'une peinture ou d'une sculpture. Ce refus de représenter la réalité marque une crise dans les «élites intellectuelles» de la bourgeoisie. A cette époque en Allemagne, c'était la crise économique (due à la crise mondiale du capitalisme et aux dettes de guerre)

Quand on n'arrive plus à représenter la réalité, on se réfugie dans le formalisme, dans l'art pour l'art. La compréhension de ces oeuvres est réservée à une petite élite d'initiés qui ont accés à la clé des symboles. Ce phénomène touche même des gens dits de «gôche»: Philippe Sollers n'expliquait-il pas devant un tableau abstrait que la contradiction était clairement symbolisée par l'opposition du blanc et du noir sur la toile.

Ces artistes ont deux possibilités devant le capitalisme : soit décrire la réalité de l'exploitation, soit se réfugier dans un monde de formes.

l'Humanité Rouge

Français - immigrés, une seule classe ouvrière

Unité contre l'hégémonisme et l'impérialisme Unité contre le capitalisme

Il y a en France 4 millions d'immigrés dont la moitié sont des travailleurs pour la plupart dans les secteurs aux conditions de travail les plus dures et où ils assument généralement les taches les moins qualifiées. Nous avons eu bien souvent l'occasion de parler de leurs conditions d'existence dans notre pays, qui sont sans conteste parmi les plus dures

regroupés ou non, ils doivent accepter les logements (ce mot étant souvent bien mal approprié pour désigner les lieux où ils mangent et dorment!) les plus insalubres, et pas pour le moindre prix!

placés aux postes de travail les plus durs et souvent les plus dangereux, ils sont les premières victimes des maladies professionnelles et des accidents du travail, tout en étant les moins payés.

leurs enfants, quand ils peuvent les avoir avec eux, sont entassés dans les écoles les plus démunies, aux classes les plus nombreuses, sans avoir la possibilité d'étudier leur langue nationale.

brutalement privés de leur travail et expulsés pour la moindre vétille (plus de 4 000 en 1976!), ils sont en butte aux multiples brutalités de l'appareil répressif et judiciaire et aux attentats et assassinats racistes bien entendu jamais punis et quasi-officialisés.

et le racisme cultivé pendant des siècles d'oppression coloniale, soigneusement entretenu par l'appareil d'information, ou plutôt d'intoxication, capitaliste contribue à les isoler, à les couper des autres travailleurs, en plus de la barrière de la langue.

L'immense force révolutionnaire du tiers monde

Ils sont en France le tiers monde qui se lève, ils représentent, pour beaucoup d'entre eux, des peuples que l'impérialisme français, il y a peu, tenait entièrement sous sa botte et qui continuent la lutte pour leur indépendance contre l'impérialisme français, contre les 2 impérialismes en chef, l'américain et le russe qui prennent la relève des anciens et se disputent pour les dominer.

Ils sont étroitement liés à ces luttes dont ils vivent de fait les difficultés et les succès par leur famille au pays ; ils les vivent aussi par les échos, même déformés qui nous parviennent de la gigantesque bataille, à l'échelle de la planète, que mêne le tiers monde.

C'est là un aspect de leur présence dans notre pays par rapport auquel nous avons des devoirs internationalistes et des actions non négligeables à mener, ne serait ce que sur le plan de l'information que la bourgeoisie de tout bord, de droite comme de gauche, déforme systématiquement : elle cherche à cacher l'immense force révolutionnaire que représente le tiers monde ; elle souligne les divisions (et en invente même comme cette nouvelle théorie du «quart monde» (1) qui court un peu partout ces tempsci) en masquant l'unité ; et bien sûr, elle efface les responsabilités de l'impérialisme dans le sous-développement de ces pays ou dans les difficultés qu'ils rencontrent aujourd'hui, tout en les rendant responsables de prétendus risques de déséquilibre du monde (s'ils entendent par là la défaite inéluctable de l'impérialisme,

c'est bien exact !) et des crises qui secouent le système impérialiste mondial.

Notre devoir est évidemment de resserrer nos liens avec leurs organisations à caractère anti-impérialiste, avec bien sûr, quand ils existent leur parti ou organisation marxiste-léniniste.

Nous devons lutter pour que nos peuples s'unissent dans le vaste front antihégémonique, anti-impérialiste contre les deux superpuissances et particulièrement le social-impérialisme, contre le colonialisme et le racisme sous toutes leurs formes.

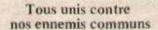
Le terrorisme sioniste frappant impunément et en toute tranquillité un représentant du peuple palestinien, après plusieurs autres est une occasion et un terrain sur lesquels peut se construire dans l'action cette unité.

Le combat contre la propagande sioniste en particulier, et impérialiste raciste en général, qui vise à charger le tiers monde et ses luttes (matières existence. Ils sont partie intégrante de la classe ouvrière dont la mission est en France de faire triompher la révolution prolétarienne, d'abattre le capitalisme et de construire le socialisme, d'instaurer la dictature du prolétariat, révolution prolétarienne évidemment indissociable de la Révolution mondiale.

Et d'ailleurs, les multiples luttes qu'ils ont menées et ménent encore aux côtés des travailleurs français et parfois, seuls, contre le capitalisme fraçais en témoig nent abondamment.

On ne peut oublier à cet égard la présence massive, active et fraternelle des travailleurs immigrés tout au long du printemps révolutionnaire de Mai 1968.

Les combats qu'ils ont menés avec nous, travailleurs français, ne se comptent pas et ceux qu'ils ont menés seuls ou presque, restent comme des exemples dans les mémoires : Pennaroya, Girosteel ; des luttes qui révélaient à la fois leur honteuse Et ils se battent, de nombreux conflits dont nous avons pu nous faire l'écho en témoignent. Ils témoignent en même temps des honteux sabotages (Chantiers Grosse dans la région lyonnaise ou Bronze industriel à Bobigny) des dirigeants mille fois traitres des syndicats inféodés aux intérêts bourgeois des révisionnistes-réformistes de l'Union de la gauche!



Mais il est une de ces luttes à plus d'un titre particulièrement exemplaire qu'ils ménent contre vents et marées, depuis de nombreux mois, avec certes des succès et des reflux, mais sans faillir. C'est la lutte des résidents des foyers Sonacotra pour des revendications justes bien sur, dont nous ne parlerons pas ici pour les avoir souvent rappelées. Une lutte qui ne se méne pas seulement contre quelques exploiteurs mais contre tous les rouages de ce système capitaliste lui-même, son État, et tous ses défenseurs, qu'ils gouvernent ou qu'ils aspirent à le faire, qu'ils s'intitulent libéraux ou socialistes voire même communistes. N'en doutons pas, c'est bien pour avoir su échapper, au prix de luttes difficiles, au contrôle de ces prétendus défenseurs des travailleurs que sont les sociaux-fascistes dirigeants du PCF et de la CGT aussi bien qu'à leurs accolytes réformistes à la tête de la CFDT, qu'ils ont pu mener ce combat, jusqu'aux perspectives de victoire qu'on peut entrevoir aujourd'hui.

Ce n'est pas une mince leçon qui confirme ce que nous avons toujours affirmé : cette nécessité pour les travailleurs de rejeter le révisionnisme, s'ils veulent avoir la moindre chance de remporter des succès et d'en finir un jour avec le capitalisme.

Notre rôle à nous communistes marxistes-léninistes est de travailler à l'unité de la classe ouvrière en particulier des français et des immigrés, sur la base d'une juste ligne de lutte de classe, d'une juste ligne révolutionnaire prolétarienne, de renforcer l'avant-garde, le parti marxisteléniniste qui conduira la classe ouvrière et ses alliés à la victoire.

Dans ce parti, nos frères immigrès ont toute leur place, quand leur nationalité ne dispose pas de sa propre organisation marxiste léniniste.

A nous de soutenir et d'organiser le soutien à leurs luttes !

A nous de lutter et d'entraîner toute la classe ouvrière et tout le peuple contre les obstacles que cultive la bourgeoisie, en particulier le venin raciste qu'elle distille à l'égard des immigrés!

A nous de lutter et de conduire toute la classe ouvrière et tout le peuple contre le principal obstacle à l'unité, à la révolution : le révisionnisme!

premières et autres) de tous les maux engendrés par le capitalisme et faire passer les peuples pour des terroristes, est également un terrain d'unité dans l'action.

Les tentatives et mesures prises par la bourgeoisie française pour interdire toute expression et toute liberté politique à nos frères immigrés doivent être un autre axe de cette lutte commune.

Des prolétaires à part entière

Sur ce plan, il faut dénoncer aussi ces prétendus socialistes du genre Mitterand, ou communistes du genre Marchais (révisionnistesen fait) qui, dans leur «Programme commun», comme lans tous leurs actes, prétendent maintenir sous l'oppression les peuples encore colonisés par la France et même développer les rapports de domination avec d'autres pays et nations du tiers monde sous couvert «d'autonomie et d'aide», comme le font tous les impérialistes.

Mais par leur place dans la production, les travailleurs immigrés sont aussi partie intégrante (et importante) de la masse des travailleurs subissant l'exploitation et l'oppression de la classe bourgeoise française pour la plupart, dans les bagnes modernes que sont les entreprises capitalistes, et dans tous les aspects de leur surexploitation et leur immense volonté de combat !

Une exemplaire volonté de combat

Exemplaire en effet, et surtout de fermeté, de détermination !

Ils étaient là aussi pour l'enterrement d'Overney ; ils étaient là encore pour les Lip, à la marche sur Besançon.

Et nous étions ensemble pour protester contre l'assassinat de Mahmoud Saleh comme nous étions ensemble pour l'hommage au président Mao!

Et maintenant que le système capitaliste traverse une crise particulièrement profonde, maintenant que les bourgeois et leurs partis de droite ou de gauche élaborent plans et programme pour la faire payer aux travailleurs, les immigrés sont au premier rang des victimes mais aussi au premier rang du combat.

Nous l'avons souvent montré dans nos colonnes, de la Lorraine aux Bouches-du-Rhône, de Paris à Lyon, de la sidérurgie au bâtiment, de la chimie à la métallurgie, ils subissent au premier chef licenciements, diminutions des salaires, intensification des cadences, de l'exploitation, augmentation des loyers, des transports, etc.

 Quart-monde : de «savants» économistes désignent ainsi les pays du 1/3 monde démunis de matières premières (pétrole notamment) et qui seraient les victimes de ceux qui en disposent.

Directrice de publication : Suzanne Marty

Distribution : NMPP

IMP : La Nouvelle